

MARCHE PUBLIC

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

N° Référence marché

2024_SEPR-GSRE_113-01

Pouvoir adjudicateur

État – Représenté par M. le Préfet de Mayotte
DEALM 976 (MAYOTTE) BP 109 Terre-plein de M'tsapere, 97600 Mamoudzou

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

Monsieur Jérôme JOSSERAND, Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement, du Logement et de la Mer (DEALM) de Mayotte, nommé par arrêté interministériel du 04 décembre 2023 et titulaire de la délégation de signature du Préfet de Mayotte par arrêté préfectoral n° 2024-SG-DEALM-094 en date du 27 février 2024.

Objet du marché

relatif à la

**Révision de l'état des lieux des masses d'eau du bassin de Mayotte
en prévision du cycle 2028-2033 de la Directive cadre sur l'eau**

Remise des offres

Date limite de réception : **le 11 avril 2025 à 12h00** heure locale de Mayotte

Maître d'Ouvrage :

Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du logement
Terre-plein M'tsapéré
97600 Mamoudzou
MAYOTTE

SOMMAIRE

1 – OBJET DU MARCHÉ ET NORMES – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	3
1-2.1. Représentation du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché.....	4
1-2.2. Notification des décisions.....	4
1-2.3. Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques.....	4
1- 4.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail.....	5
1- 4.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés....	6
1- 4.3. Assurances.....	7
1- 4.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	7
1- 4.5. Réalisation de prestations similaires.....	7
1- 4.6. Clauses sociales et environnementales.....	7
1- 4.6.1. Clauses sociales.....	7
1- 4.6.2. Clauses environnementales.....	7
2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	8
3 – CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ.....	8
4 – PRIX DU MARCHÉ – VARIATION DANS LES PRIX.....	9
5 – CONDUITE DE LA PRESTATION.....	11
6 – PRÉCISIONS SUR LES MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....	12
7 – PÉNALITÉS.....	15
8 – RÉSILIATION DU MARCHÉ.....	16
9 – CLAUSE DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	16
10 – OBLIGATION DU CANDIDAT.....	18
11 – RÈGLEMENT DES LITIGES.....	19
12 – FORMALITÉS ADMINISTRATIVES DIVERSES.....	19
13 – PRÉCISIONS.....	20
14 – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	20

1 – OBJET DU MARCHÉ ET NORMES – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les prestations, objet du présent marché, concernent : **La révision de l'état des lieux des masses d'eau du bassin de Mayotte en prévision du cycle 2028-2033 de la Directive cadre sur l'eau.**

Les prestations seront exécutées sur le territoire de Mayotte.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du présent marché.

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

La référence des normes applicables figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1-1. Objet du marché et Normes

Les prestations, objet du présent marché, concernent :

la révision de l'état des lieux des masses d'eau du bassin de Mayotte en prévision du cycle 2028-2033 de la Directive cadre sur l'eau

Les résultats de ces prestations consistent dans la production par le titulaire des éléments suivants :

L'étude générale EDL 2025 contenant l'analyse des caractéristiques du bassin, l'analyse des impacts des activités humaines sur l'état des masses d'eau et l'évaluation de l'état et du risque de non atteinte des objectifs environnementaux à l'horizon 2033 « RNAOE 2033 »,

La concaténation finale de l'EDL 2025 avec l'intégration de l'étude BRGM sur l'état des lieux des eaux souterraines et du chapitre économique issu du marché,

La révision du programme de surveillance des milieux,

La préparation des fichiers pour l'exercice de rapportage national,

La mise à jour des fiches masses d'eau du SDAGE 2022-2027,

La réalisation d'une synthèse de l'EDL 2025

Une étude économique comprenant une cartographie socio-économique des usages de l'eau et des services liés à l'utilisation de l'eau et une analyse prospective estimant les évolutions des données socio-économiques à l'horizon 2033,

l'intégration de la synthèse concernant Mayotte de l'étude nationale récupération des coûts dans l'étude économique du bassin,

Ces résultats seront utilisés par le pouvoir adjudicateur ainsi que décrit ci-après :

Les droits patrimoniaux (de représentation et de reproduction) attachés à la propriété intellectuelle feront l'objet d'une cession à titre exclusif.

1-2. Représentation du pouvoir adjudicateur et forme des notifications

1-2.1. Représentation du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RPA auprès du titulaire :

1. Le chef de service ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

a) Réception des communications du titulaire avec le pouvoir adjudicateur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG-PI) ;

b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG-PI) ;

c) Signature et notification, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 29 du CCAG-PI).

2. Le chef de subdivision, de parc, d'unité ou de cellule pour assumer les fonctions suivantes :

a) Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG-PI) ;

b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG-PI) ;

c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;

d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;

e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 28 du CCAG-PI).

1-2.2. Notification des décisions

Dans le cas où les notifications au titulaire devraient être effectuées à une adresse différente de celle figurant dans l'acte d'engagement, le titulaire est tenu de fournir l'adresse avant la notification du marché.

1-2.3. Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les conditions suivantes :

a) Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG-PI. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

b) Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

c) En utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges.

Dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

1-3. Point de départ du délai d'exécution

Les stipulations du CCAG-PI sont applicables.

1- 4. Dispositions générales

1- 4.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 39.1 du CCAG-PI.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1- 4.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1- 4.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R. 2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 4-3 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1- 4.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 39.1 du CCAG-PI.

1- 4.3. Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-PI, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au pouvoir adjudicateur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du pouvoir adjudicateur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

1- 4.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article 2193-1 du Code de la Commande Publique (CCP), l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-4.3. ci-dessus.

1- 4.5. Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1- 4.6. Clauses sociales et environnementales

1- 4.6.1. Clauses sociales

Sans objet.

1- 4.6.2. Clauses environnementales

L'objet du marché ayant une portée environnementale, les documents particuliers du marché précisent les obligations environnementales du titulaire dans l'exécution du marché.

1- 5. Ordres de service

L'ordre de service est la décision du pouvoir adjudicateur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant du pouvoir adjudicateur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG-PI.

2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché — seul faisant foi l'exemplaire original unique conservé dans les archives de l'administration — sont, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (AE) en un original non modifié, intégralement complété, daté et signé par une personne habilitée de plein droit à représenter la société et ses annexes : la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), annexe 1 ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106874A) et publié le 1^{er} avril 2021 ;
- Le planning de réalisation des prestations faisant l'objet du marché, présenté par le titulaire à l'appui de son offre ;
- l'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Sauf cas d'erreur manifeste, l'ordre de priorité des pièces constitutives – dont la liste déroge à l'article 4.1 du CCAG-PI – prévaut en cas de contradiction dans le contenu de ces pièces.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-PI, la notification du marché ne comporte que la copie de l'acte d'engagement (AE), ses annexes et le cas échéant, les documents de mise au point des composantes du marché.

3 – CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ

3.1 – Procédure de passation

La présente consultation est passée selon une procédure formalisée en appel d'offres ouvert, menée en application des articles L.2124-1 à L.2124-2 et R.2124-1 à R.2124-2.1° du Code de la Commande Publique (CCP).

3.2 – Forme du marché

Il s'agit d'un marché de services au sens de l'article L.1111-4 du Code de la Commande Publique (CCP).

Il se réfère au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, paru au Journal Officiel de la République française du 1^{er} avril 2021.

Il s'agit d'un marché ordinaire conclut à prix global et forfaitaire._

3.3 – Allotissement

En application de l'article L. 2113-11-2° du Code de la commande publique, les prestations forment un lot unique. En effet, dans ce cas particulier, la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence. De plus, elle risque de rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

3.4 – Référence à la nomenclature communautaire – CPV

Code CPV Principal :

- 90700000 – 4 « Services relatifs à l'environnement »

3.5 – Lieu d'exécution des prestations

Les prestations seront exécutées sur le territoire de Mayotte.

3.6 – Durée du marché

Le présent marché est conclu à compter de sa date de notification pour une durée ferme de 18 mois.

3.7 – Délais d'exécution

Les stipulations concernant les délais d'exécution et leurs points de départ figurent dans l'acte d'engagement.

4 – PRIX DU MARCHÉ – VARIATION DANS LES PRIX

4.1 – Prix du marché

4.1.1 – Nature des prix

Le marché est conclu à prix forfaitaire.

Il est inscrit dans l'acte d'engagement et détaillé dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) figurant en annexe 1 au présent acte d'engagement.

La DPGF est complétée par le titulaire et comporte toutes les indications permettant d'apprécier les propositions de prix forfaitaires.

Les prestations supplémentaires ou modificatives sont réalisées en application de l'article 23 du CCAG -PI.

4.1.2 – Contenu des prix

Les prix s'entendent hors taxes et seront majorés de la taxe sur la valeur ajoutée au taux légal en vigueur au moment du fait générateur, c'est-à-dire de la réalisation de la prestation.

Ils sont établis aux conditions économiques correspondant à la date limite de remise des offres.

Ils sont réputés comprendre tous les frais afférents à la bonne exécution de ces prestations. Aucun frais supplémentaire ne sera pris en compte.

4.2 – Variation dans les prix - Actualisation

Les prix du marché sont définitifs, fermes et, le cas échéant, actualisables.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2112-11 du Code de la Commande Publique (CCP), le prix est actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations. En ce cas, l'actualisation se fait aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

Le Coefficient d'actualisation C applicable pour le calcul des paiements est donné par la formule :

$$C = I_m - 3 / I_0$$

dans laquelle :

- * Im-3 est la valeur de l'index de référence trois mois avant le début d'exécution des prestations ;
- * I0 est la valeur de l'index de référence le mois où le titulaire a fixé son prix.

Le prix du marché est réputé avoir été fixé en mars 2024 qui est le mois de la date limite de réception des offres.

L'index de référence I choisi pour l'actualisation des prix est l'indice Syntec, publié notamment sur « www.syntec.fr ».

Lorsque la valeur finale de l'index de référence n'est pas connue à la date où doit intervenir un paiement, le pouvoir adjudicateur procède à un règlement provisoire sur la base du dernier index de référence connu.

Le paiement calculé sur la base de la valeur finale de l'index de référence intervient au plus tard trois mois après la date à laquelle est publiée cette valeur.

Le prix ainsi actualisé reste ferme pendant toute la période d'exécution des prestations et constitue le prix de règlement.

du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement par le RPA.

4-3 - Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R. 2193-11 à R. 2193-13 du CCP, complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

5 – CONDUITE DE LA PRESTATION

5.1 – Intervenants

Le suivi de la prestation est assuré pour le compte de **l'administration (DEALM)** par le Service Environnement et Prévention des Risques (SEPR). Ou toute personne qui lui serait substituée. Il est chargé de suivre l'exécution du présent marché et également de certifier le service fait. Le prestataire lui remet les pièces concrétisant l'avancement du marché ainsi que tous les documents permettant la délivrance du solde.

Le responsable de l'exécution des prestations pour le compte du **titulaire** est désigné dès la notification du marché, en précisant ses nom et prénom ainsi que les fonctions exactes exercées au sein de la société.

Il est l'interlocuteur privilégié de la DEALM et de ses représentants et assure la responsabilité pleine et entière de toutes les prestations couvertes par le présent marché. Il a pour mission le suivi de l'exécution des prestations objet du présent marché. Il est, au titre du marché, l'interlocuteur direct de l'administration ou de son représentant.

Il lui incombe de procéder à la bonne transmission des informations entre les intervenants du projet.

L'équipe affectée à l'exécution des prestations est celle arrêtée par le titulaire dans le mémoire remis à l'appui de son offre. Chacune des prestations doit être placée sous la responsabilité d'un représentant expérimenté (de type senior) du titulaire.

5.2 – Empêchement du titulaire

En application de l'article 3.4.3 du CCAG-PI, lorsque le responsable de l'exécution des prestations pour le compte du titulaire n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit :

- en aviser, sans délai, le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer au RPA un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai d'un mois à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le RPA, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai d'un mois courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le RPA récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'un mois pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par le RPA est motivée. Les avis, propositions et décisions du RPA sont notifiés selon les modalités fixées à l'article 3.1.1 du CCAG-PI.

À défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation de remplaçants par le RPA, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 39.1 du CCAG-PI.

Quant aux autres membres de l'équipe, toute modification de la composition est soumise à autorisation préalable et expresse du commanditaire.

Le prestataire signale au SEPR, dès qu'il en a connaissance, toute démission, licenciement ou délivrance d'un congé légal supérieur à 5 jours affectant la composition de l'équipe et la bonne exécution des prestations. Tout remplacement s'effectue à niveau égal de compétence, d'expérience et de formation et sans augmentation du montant des prestations.

5.3 – Produits attendus du prestataire

Les produits attendus ainsi que les délais de remise sont précisés dans le CCTP. La validation et l'admission de ces produits sont réalisées selon les dispositions ci-dessous.

5.4 – Opération de vérification et d'admission

La personne responsable du marché s'assure que les prestations ont bien été réalisées et vérifie la complétude et la qualité des prestations conformément aux dispositifs du chapitre 5 du CCAG-PI.

5.5 – Dysfonctionnements dans la réalisation de la mission

Dans le cas où viendraient à se présenter, du fait du titulaire, des dysfonctionnements dans la réalisation de la mission, la personne publique en informe le titulaire par lettre de mise en demeure envoyée en recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire dispose dans un délai de 8 jours ouvrés à compter de la réception de ce courrier pour présenter par écrit les mesures qu'il compte prendre pour corriger les défaillances constatées, et leurs délais d'exécution.

La personne publique se réserve le droit d'accepter ces mesures et leurs calendriers ou bien d'exiger de nouvelles propositions.

En cas de désaccord persistant, la personne publique peut procéder à la résiliation du marché aux torts du titulaire et à la mise en exécution avec un nouveau fournisseur, aux frais et risques du titulaire, qui ne peut prétendre à aucune compensation.

6 – PRÉCISIONS SUR LES MODALITÉS DE RÈGLEMENT

6.1 – Avance

En application de l'article R. 2191-3 du CCP, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois..

Cette avance est égale à 20 % du montant initial toutes taxes comprises du marché. Elle n'est due que sur la part de la prestation qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Le titulaire peut toutefois refuser le versement de l'avance. Son refus doit être expressément mentionné dans l'acte d'engagement (AE).

Le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire à titre de règlement partiel définitif, d'acomptes ou de solde. Il commence quand le montant des prestations exécutées, atteint 60 % du montant toutes taxes comprises des prestations et doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80 % de ce montant.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance. Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le RPA dès la notification de l'acte spécial.

6.2 – Acomptes

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes.

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte et est déterminé sur la base du descriptif des prestations effectuées, du nombre de jours par intervenant effectué.

6.3 – Périodicité des paiements

Les paiements des sommes dues au titulaire sont effectués après constatation du Service fait par la personne publique.

Tous les paiements sont effectués sur présentation d'une facture établie comme indiqué au paragraphe ci-dessous.

S'il y a lieu, les pénalités de retard applicables au vu de l'article 8 ci-après sont appliquées aux paiements.

6.4 – Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Les factures sont transmises par voie dématérialisée

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs, sauf aux microentreprises (qui seront soumises à compter du 1er janvier 2020).

Les entreprises, non encore soumises au caractère obligatoire de la transmission dématérialisée pourront cependant y adhérer volontairement par anticipation via le portail Chorus Pro. Ce choix est définitif pour toute la durée d'exécution du marché.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien

suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET de l'État
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »

- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

6.5 – Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

6.6 – Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de le pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

6.7 – Changements affectant le titulaire

Le titulaire doit prévenir en temps utile et par écrit l'administration de tout changement pouvant avoir une incidence sur les paiements (intitulé du compte bancaire, numéro Siret ou autre).

L'administration ne pourra être tenue pour responsable des retards de paiement si des factures présentent des divergences avec les indications portées sur l'acte d'engagement, du fait de modifications propres au titulaire dont elle n'aurait pas eu connaissance.

7 – PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG-PI, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-PI, les pénalités ne sont pas soumises à variation des prix.

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

7.1 – Pénalités pour retard

Le titulaire encourt des pénalités lorsque les délais contractuels, arrêtés dans le calendrier, de réalisation des actions et étapes de l'étude ne sont pas respectés.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, la formule de calcul des pénalités est la suivante :

$$P = V \times R / 300$$

dans laquelle :

P est le montant de la pénalité,

V est le montant en euros TTC de l'étude,

R est le nombre de jours calendaires de retard total.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'administration au titulaire lorsqu'une

cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution des prestations dans le délai contractuel.

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1148, du code civil, et de faits qui engagent la responsabilité de l'administration.

7.2 – Pénalités pour travail dissimulé

Lorsque l'administration est informée, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, il lui enjoint de faire cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle des résultats de cette démarche.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, la personne publique peut imposer des pénalités, ou rompre le contrat, sans indemnité, au frais et risques du titulaire.

Le montant des pénalités à ce titre est, au plus, égal à 10 % du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

7.3 – Pénalités pour remise tardive de livrable

Le titulaire encourt des pénalités lorsque les délais contractuels de remise des livrables décrits ne sont pas respectés.

Une pénalité forfaitaire de 100 € par jour calendaire de retard et par livrable concerné sera appliquée.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'administration au titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution des prestations dans le délai contractuel.

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1148, du code civil, et de faits qui engagent la responsabilité de l'administration.

7.4 – Pénalités pour absence injustifiée aux réunions

En cas d'absence injustifiée du chef de projet ou de toute personne du groupement titulaire à toute réunion à laquelle il est dûment convoqué par le maître d'ouvrage, le titulaire subit sur ses créances une pénalité égale à 300 € HT par absence.

8 – RÉSILIATION DU MARCHÉ

8.1 – Conditions de résiliation du marché

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 36 à 40 du chapitre 7 et l'article 27.3 du chapitre 4 du CCAG-PI.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

8.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Par dérogation à l'article 37.2 du CCAG PI ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

9 – CLAUSE DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les dispositions du chapitre 6 de CCAG-PI sont applicables au présent marché..

Les commandes, leur nature et leur contenu ainsi que les résultats des prestations exécutées dans le cadre de l'objet du présent marché demeurent la propriété exclusive de la personne publique qui pourra les exploiter ou les faire exploiter par tous moyens de son choix sans que les exécutants de ces prestations puissent se prévaloir de quelque droit que ce soit.

Le titulaire ne pourra en aucun cas utiliser à titre personnel ou pour le compte de tiers, directement ou indirectement, en tout ou partie et pour quelque motif que ce soit, les résultats obtenus par la réalisation de l'objet du marché quelle qu'en soit la forme, la présentation et le contenu.

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et a l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché ; il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur les prestations du marché et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de la personne publique.

Le prix de la cession de ces droits est compris dans les prix du marché.

9.1 – Nature de la Cession

Par la signature du présent marché en contrepartie de sa rémunération, le titulaire cède au pouvoir adjudicateur l'ensemble de ses droits d'auteurs patrimoniaux sur le résultat des prestations exécutées dans le cadre de sa prestation, au fur et à mesure de leur création.

La cession des droits patrimoniaux définis au présent marché, vaut pour les documents préparatoires et définitifs au présent marché, pour tout usage, externe ou interne, à titre gratuit ou onéreux.

La cession concerne les droits d'utilisation, d'exploitation, de modification, de reproduction, d'adaptation, de traduction, d'analyse, de correction, de mise sur le marché, de transmission à un tiers, à titre gratuit ou onéreux, sans l'autorisation préalable du titulaire et sans autre contre partie financière.

Cette cession vaut pour les créations réalisées par le titulaire, ses salariés et ses sous-traitants ou tout autre tiers au marché.

La cession porte en particulier sur les droits suivants :

- Le droit d'utilisation par le pouvoir adjudicateur ou toute personne à sa convenance ;
- Le droit de reproduire les créations réalisées par les titulaires ou ses représentants pour le compte du pouvoir adjudicateur (les documents préparatoires, les documents finaux sous forme d'écrits, de graphiques, de schémas, de notes de calcul) par tous procédés techniques présents et à venir, en intégralité ou par extraits, en version originale, traduite, ou adaptée, sur tous supports graphiques ou numériques (CDROM, DVD, disque optique, carte, clés de stockage ou serveur distant, sans que cette liste soit exhaustive...) dans toutes les définitions en tout format et quelle que soit la technologie utilisée pour accéder à ces documents et supports. Le droit de reproduction vaut aussi pour le stockage. Le nombre d'exemplaires est illimité ;
- Le droit de diffuser sur tout site Internet et sur le site intranet du pouvoir adjudicateur ou de toute personne à sa convenance, les documents réalisés par le titulaire du marché dans leur intégralité ou par extraits, à titre gratuit ou onéreux ;
- Le droit de procéder ou faire procéder aux traductions, adaptations et, sous réserve du droit moral des auteurs, modifications, additions ou suppressions nécessaires à l'exploitation des créations, en intégralité ou par extraits, par tous les modes et procédés précédemment visés ;
- Le droit d'adaptation comprend le droit de corriger les erreurs, le droit d'établir toute version, en langue française ou étrangère. Le droit d'adaptation comprend le droit de traduction, d'arrangement, de modification, de transformation, en tout ou partie, sous forme écrite, orale, télématique, numérique ;
- Le droit d'exploitation comprend notamment le droit d'exploiter directement ou indirectement et d'accorder à des tiers, tant en France qu'à l'étranger, par voie de cession ou de concession, exclusive ou simple, transférable ou non, à titre gratuit ou onéreux, les droits d'utilisation, de reproduction, de représentation et d'exploitation ;
- La cession des droits au profit du pouvoir adjudicateur comprend également les droits de propriété sur les titres que le titulaire aurait pu déposer sur les prestations ou les résultats des prestations, objet du présent marché.

10 – OBLIGATION DU CANDIDAT

10.1 – Responsabilité

Le titulaire est l'interlocuteur unique et direct de la personne publique et à ce titre, il est responsable de la totalité des prestations et de leur bonne exécution.

Il ne saurait dégager sa responsabilité dans l'exécution des prestations, sauf à apporter la preuve que le fait à l'origine du non-respect de ses engagements contractuels ne lui est pas imputable.

10.2 – Obligation de résultat

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires afin d'assumer des prestations conformes aux règles de la profession et aux prescriptions du marché.

Les divers problèmes consécutifs au non-respect par le titulaire des engagements que la bonne exécution du marché lui impose seront dans la mesure du possible traités à l'amiable. À défaut d'arrangement, la personne publique peut résilier le marché.

10.3 – Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à la personne publique tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation et/ou du marché.

10.4 – Clauses de confidentialité

Conformément à l'article 5 du CCAG-PI, le prestataire a une obligation de discrétion, de sécurité et de secret.

Par conséquent, le titulaire du marché et les partenaires avec lesquels il s'est associé éventuellement pour la réalisation de cette prestation s'obligent à observer une stricte confidentialité sur tous les éléments d'information qui leur sont remis par la personne publique et sur les résultats intermédiaires et définitifs de leurs études. Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de la personne responsable. Seule la personne publique peut décider de la communication de ces éléments.

Le prestataire est également responsable de l'organisation des conditions maternelles de mise en œuvre et de respect de toute information qui lui est confiée. Elles s'appliquent au titulaire de la commande et à chacun de ses membres à titre personnel.

Tout manquement à cet article entraînerait la suspension de la rémunération du prestataire. Par ailleurs, le prestataire s'engage également à citer les sources des études et recherches qu'il pourrait être conduit à utiliser pour la réalisation de l'étude faisant l'objet du présent marché.

10.5 – Responsabilité civile professionnelle

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer :

- à son personnel, aux agents de la personne publique ou à des tiers ;
- à ses biens, aux biens appartenant à la personne publique ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou maternels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite de la personne publique, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément le pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance.

11 – RÈGLEMENT DES LITIGES

Le présent marché est régi par le droit français

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, l'acheteur et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 relatifs au Code de la Commande Publique.

Au cas où aucun accord amiable ne pourrait être trouvé entre les parties, le litige éventuel sera soumis au tribunal administratif compétent.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Mamoudzou :

*Tribunal administratif de Mamoudzou
Les Hauts du Jardin du Collège 97600 Mamoudzou (rue de l'internat)
Téléphone : 02 69 61 18 56*

12 – FORMALITÉS ADMINISTRATIVES DIVERSES

12.1 – Nantissement ou cession de créance

Le marché peut être nanti conformément à l'article L. 2191-8 du CCP et dans les conditions prévues aux articles R. 2191-45 à R. 2191-47 et R. 2193-22 du CCP.

Le RPA remet, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du marché revêtu d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

12.2 – Format des documents échangés

Toute la documentation produite dans le cadre du présent marché est livrée sous forme électronique PDF imprimable ainsi que dans un format bureautique ou cartographique modifiable standard et ouvert (OpenOffice, QGIS).

12.3 – Langue

Conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi n° 94-655 du 4 août 1994, l'usage de la langue française est obligatoire dans la désignation, l'offre, la présentation, le mode d'emploi ou d'utilisation, la description de l'étendue et des conditions de garantie d'un bien, d'un produit ou d'un service, sans que cette liste puisse être considérée comme exhaustive.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

13 – PRÉCISIONS

13.1 – Moyens de communication

En cas de notification par courrier électronique, le titulaire accuse réception en renvoyant à l'administration un courrier électronique de confirmation.

13.2 – Délais

Sauf mention contraire, les délais sont exprimés en jours calendaires.

14 – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

CCAP 1-4.3 alinéa 2	déroge à l'article	9.2 du CCAG-PI
CCAP 2	déroge aux articles	4.1 et 4.2.1 du CCAG-PI
CCAP 7	déroge aux articles	14.3 et 14.2 du CCAG-PI
CCAP 7.1	déroge à l'article	14 du CCAG-PI
CCAP 8-2 alinéa 3	déroge à l'article	37.2 du CCAG-PI

b) CCTG et CPC travaux publics

c) Normes françaises homologuées

d) Autres normes